



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2919
12 juillet 2024
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Quel que soit le gouvernement, le changement ne viendra que si les travailleurs l'imposent



Trois blocs politiques?

**Non, deux classes
sociales opposées!**

Page 4

RN

**Sa progression
et ses dangers**

Pages 4 et 5

Palestine-Israël

**Guerre et
colonisation**

Page 7

Leur société

- Nouveau Front populaire : quelle victoire? 3
- Nouveau gouvernement : le patronat fixe la ligne 3
- Législatives : la progression du RN et ses dangers 4
- Trois blocs politiques ? non, deux classes sociales! 4
- La mystification du front républicain 4
- Montée du racisme : un poison à combattre 5
- Nouvelle-Calédonie : un vote anticolonial 5
- Sécurité sociale : on soigne le patronat 5
- Mayotte : les politiciens promettent, les travailleurs s'organisent 8
- Mayotte : l'épidémie de choléra s'étend 8
- Guyane : black-out au pays de la fusée Ariane 8
- Pizzas Buitoni contaminées : la justice se hâte avec lenteur 9
- Un système de plus en plus défaillant 9

Dans le monde

- Grande-Bretagne : nouvelles têtes pour une même politique 6
- Grèce : attaques à répétition 6
- Palestine-Israël : guerre et colonisation 7
- Otan : un sommet pour préparer la guerre 7
- Panama papers : fraudeurs mais pas coupables 7
- Atlantique : l'autre cimetière de migrants 12

Dans les entreprises

- Hôpital Saint-Antoine Paris 10
- Gares d'Île-de-France : grève au ménage 10
- HNET - Paris : victoire pour les travailleurs sans papiers 10
- Crédit Agricole : les agences ferment au nez de la population 10
- Airbus : des milliards pour réarmer 11
- Speak-up : balance ton collègue 11

Caravanes

- Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre 12

Notre camarade

- René Brun 9

Il n'y aura pas de changement sans mobilisation massive et consciente des travailleurs!

Ceux parmi les travailleurs qui ont vu dans le Rassemblement national un moyen de dégager Macron se sentent floués par la tambouille politicienne qui lui a fait barrage. À l'inverse, pour ceux qui craignaient la politique du RN et ses attaques anti-immigrés, la relative victoire du Nouveau Front populaire est un soulagement.

Mais, à moins d'une explosion sociale venant de la classe ouvrière, ce soulagement ne peut être que de courte durée. Car la société continue de s'enfoncer dans la crise. Et il ne s'agit pas seulement de l'instabilité politique et d'une majorité introuvable qui risquent de condamner le prochain gouvernement à la paralysie, mais de l'aggravation de la crise économique.

Les faillites d'entreprises se multiplient, menaçant des dizaines de milliers d'emplois. La pression des financiers sur l'État, endetté à hauteur de 3 000 milliards, est plus forte que jamais. Les rivalités entre grands groupes capitalistes sont exacerbées. Elles ont déjà pesé grandement sur la guerre en Ukraine, tandis que les États-Unis et la Chine se préparent à s'affronter militairement.

Dans ce contexte, même avec l'arrivée d'un gouvernement de gauche, personne ne peut croire au Père Noël. La grande bourgeoisie continuera d'imposer du sang et des larmes aux tra-

vailleurs et le gouvernement, à son service, l'y aidera. Et ce ne sera pas la première fois que les Hollande, Faure et même Mélenchon cautionneront les licenciements, les fermetures d'entreprises et la rigueur pour le monde du travail!

Un tel gouvernement ne protégera pas non plus les travailleurs d'origine étrangère du rejet, voire de la haine raciste. Ce poison est présent dans toute la société, y compris au cœur de l'appareil d'État et dans la police. Et il va continuer d'agir, car le RN ne s'est pas affaibli. Son poids politique et son influence sur toute la société n'ont même jamais été aussi élevés. Et il ne pourra que se renforcer quand, au fil des mois, le ou les prochains gouvernements montreront qu'ils n'ont rien d'autre à proposer aux travailleurs que de nouveaux reculs.

Rien de positif ne surviendra pour le monde du travail sans affrontement avec la grande bourgeoisie et son système. Ce dont aucun politicien ne veut, car ils sont tous des serviteurs fidèles du

capitalisme.

Pour défendre leurs intérêts, il faut que les travailleurs retrouvent le chemin des luttes collectives, en ayant conscience qu'il faut renverser la domination de la bourgeoisie.

Le prochain gouvernement s'appellera peut-être Nouveau Front populaire en référence à mai-juin 1936 où les travailleurs ont obtenu les congés payés et la semaine de 40 heures. Mais, contrairement au mythe inventé par la gauche, ces avancées n'ont pas été octroyées par Léon Blum et son alliance gouvernementale. Elles ont été arrachées par une des grèves générales les plus puissantes que le pays ait connues, avec une vague d'occupations d'usine.

C'est parce qu'il craignait de tout perdre que le patronat de l'époque a accordé ces congés payés, dont il n'était même pas question dans le programme du Front populaire. Loin d'encourager la mobilisation victorieuse, le rôle du gouvernement Blum a été, au contraire, de la canaliser pour que les ouvriers ne contestent pas la propriété privée des usines et le pouvoir patronal.

Le dernier acte politique de la Chambre de Front populaire fut de voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Autrement dit, le Front populaire n'a ni protégé les travailleurs ni fait barrage

au fascisme et à la guerre. Cette histoire doit nous servir de leçon.

Le capitalisme nous condamne à l'exploitation et à la destruction de la planète. Il fait sombrer la société dans les inégalités, les haines nationalistes et racistes, les guerres. Seules la puissance et l'unité du monde du travail, mobilisé contre la grande bourgeoisie, peuvent l'empêcher.

Dans cette perspective, il faut construire

un parti regroupant des travailleurs de toutes origines autour de la conscience que le monde du travail reste la seule force révolutionnaire.

Demain, même s'il n'y a pas de gouvernement durable, la société continuera pourtant de tourner, car nous, travailleurs, en sommes la base. Les richesses, les profits et le capital de la bourgeoisie ne peuvent pas s'accumuler sans nous. Nous sommes indispensables. Cela nous donne le moyen de nous faire respecter et de nous battre, mais aussi et surtout de renverser le pouvoir de la bourgeoisie afin de diriger nous-mêmes la société.

Nathalie Arthaud



Nouveau Front populaire : quelle victoire ?

Au soir du deuxième tour, Mélenchon, chef de file de La France insoumise, a proclamé la victoire de la gauche, affirmant qu'elle était disponible pour gouverner. Et cela, « en appliquant tout le programme et rien que le programme du Nouveau Front Populaire », et en refusant toute combinaison avec le camp Macron.

Il voulait ainsi rappeler à ses alliés qu'ils ne pourraient pas se débarrasser de lui et qu'il restait incontournable dans cette nouvelle alliance peut-être en passe de s'approcher du pouvoir. Et il voulait affirmer se tenir sur le programme promu lors de la campagne des législatives, l'abrogation de la loi sur les retraites et de celle sur l'immigration, le passage du smic à 1 600 euros, au premier chef.

Mais Mélenchon sait bien que la gauche n'a pas la majorité à l'Assemblée et qu'elle ne pourra pas composer un gouvernement majoritaire capable d'appliquer son programme... si tant est qu'elle le souhaite. Un gouvernement purement NFP et faisant simplement mine d'appliquer une mesure réellement favorable aux travailleurs tomberait à la première motion de

censure. Les votes conjugués de la droite, du RN et des macronistes, le prétexte de la ruine économique et de la crise financière joueraient à plein. Les dirigeants du NFP n'auraient plus qu'à raconter aux historiens et aux petits enfants que, une fois de plus, ils se sont heurtés au « mur de l'argent ». C'est pourquoi les discussions entre partis de gauche pour trouver un Premier ministre en cachent certainement d'autres.

Le PS, le PCF, les Écologistes et quelques autres semblent tentés par une alliance avec les macronistes, à condition d'hériter de Matignon et de suffisamment de postes. Une fraction des macronistes n'y seraient pas opposés. Un arrangement aussi grossier révolterait tous les électeurs populaires qui vomissent Macron et les siens mais assurerait une



certaine continuité politique rassurante pour les possédants. De plus, Mélenchon et LFI, dans la posture d'opposants de gauche intraitables, pourraient conserver une part de leur crédit électoral. C'est probablement cette perspective que préparait aussi Mélenchon en parlant de victoire au soir du résultat.

Mercredi 10 juillet, une autre option se faisait jour : un gouvernement dirigé par un homme de droite consensuel, c'est-à-dire prêt à étrangler les travailleurs sans s'allier immédiatement avec le RN, appuyé sur

les restes des macronistes, la droite et des députés arrachés à la gauche. Le Front républicain et la prétendue victoire de la gauche pourraient donc conduire à un gouvernement de droite !

Dans tous les cas de figure, la situation économique sera invoquée pour poursuivre une politique anti-ouvrière, telle qu'elle est définie par le Medef et exigée par le grand patronat.

En tout cas, Macron finira par appeler un Premier ministre. Même après avoir semé le désordre parmi les gestionnaires de l'ordre bourgeois, il reste, de par

sa fonction, une garantie de continuité de cet ordre. Il devra s'entendre avec les chefs de partis et une équipe émergera. Mais aucune question ne sera réglée. Non seulement les travailleurs ne verront aucune de leurs revendications vitales satisfaites mais, plus ou moins rapidement, de nouvelles attaques interviendront.

Alors, quelle que soit l'issue de la crise politique en cours, les travailleurs ne pourront compter que sur leur propre mobilisation pour faire valoir leurs intérêts.

Paul Galois

Nouveau gouvernement : le patronat fixe la ligne

Alors que les manœuvres politiques vont bon train dans le clan macroniste et celui du Nouveau Front populaire, le patronat a tenu à fixer dans tous les cas la ligne que devra suivre le prochain gouvernement : une politique anti-ouvrière, sans tolérer le moindre écart.

Peu lui importe la dégringolade électorale du clan macroniste aux européennes et aux législatives, le communiqué du Medef du 8 juillet répète à trois reprises que « La politique économique menée depuis neuf ans doit se poursuivre. » De manière encore plus franche, Coirier, président du Mouvement des Entreprises à Taille Intermédiaire (Meti), précise : « Ce sont le Parti socialiste et François Hollande qui ont entamé le redressement compétitif de la France avec le CICE, la simplification du dialogue social, et Emmanuel Macron a amplifié le mouvement à partir de 2017. Cela ne serait pas cohérent de revenir dessus. »

De son côté, Moody's, une des agences de notation qui

attribue, pour le compte des spéculateurs, des notes aux États emprunteurs, menace de baisser celle de l'État français en cas d'abrogation de réformes concernant « la libéralisation du marché du travail et les retraites ».

Le Medef menace lui aussi : « Un alourdissement de la fiscalité sur les particuliers comme sur les entreprises, une revalorisation brutale du smic et une indexation automatique des salaires sur l'inflation, un renoncement à la réforme des retraites ou à celle du marché du travail, un blocage des prix auraient inévitablement des effets récessifs, plongeant la France dans une crise économique profonde et durable. »

La « crise économique profonde et durable » est déjà là et menace de s'aggraver,

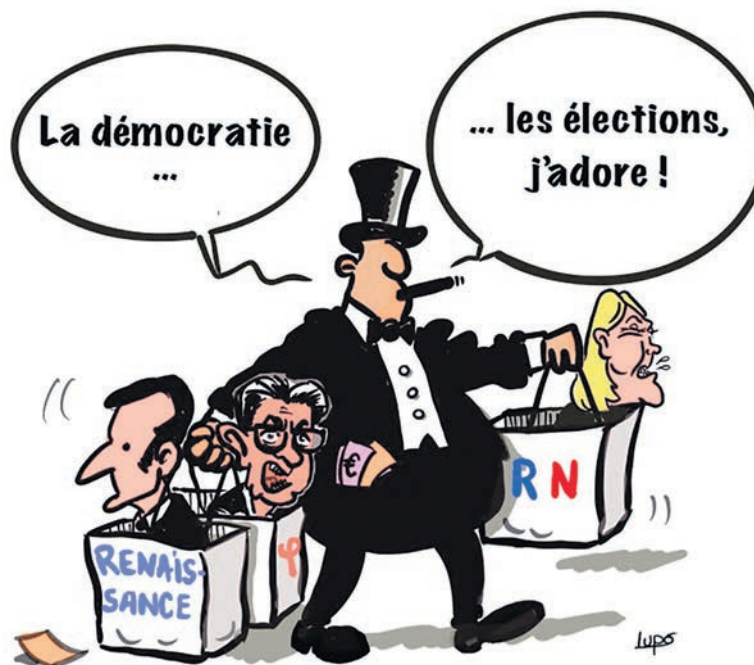
mais elle n'est pas due à l'augmentation des salaires qui ne suivent plus l'inflation depuis des décennies. Elle n'est pas plus due à l'âge de la retraite qui n'a cessé de reculer. Elle n'est pas non plus due à la hausse de la fiscalité des entreprises et des riches qui n'a cessé

de reculer, sous les gouvernements de droite et de gauche. C'est au contraire l'augmentation des profits sur le dos des travailleurs, le parasitisme général de l'ensemble de la bourgeoisie qui entraîne la société vers le chaos et la destruction des forces productives.

Le souci de la bourgeoisie et de ses larbins n'est pas de juguler la crise, mais de la faire payer aux travailleurs. C'est la condition du maintien des profits.

Par le fait qu'elle possède tous les grands moyens de production et d'échange, la bourgeoisie fixe les prix et les salaires, elle ouvre ou ferme les usines, déplace ses capitaux en fonction du profit attendu. Les hommes politiques qui accèdent au gouvernement, à « l'exécutif », quel que soit leur itinéraire politique, ne sont que des exécutants des volontés de cette grande bourgeoisie. Le pouvoir de celle-ci est à l'abri des secousses quand elles se cantonnent au terrain électoral. Mais il n'est pas du tout à l'abri des secousses sociales, car tout le fonctionnement de la société repose sur la classe ouvrière. C'est bien la mobilisation du monde du travail, quelle que soit le futur Premier ministre, qu'il faut préparer.

Christian Bernac



Législatives : la progression du RN et ses dangers

Bardella ne sera pas Premier ministre mais c'est bien son parti qui réalise la plus forte progression électorale des élections législatives. Le RN va continuer à peser sur la vie politique plus que jamais.

Le RN n'a pas obtenu la majorité des élus, du fait des désistements entre le Nouveau Front populaire et les macronistes, mais il a progressé en nombre de voix. Avec près de 8,8 millions de voix au second tour, le RN fait plus que doubler son score de 2022 qui était déjà de 3,5 millions de voix. Si on ajoute ses alliés LR, cela monte à 10 millions de voix.

C'est cela qui est le plus significatif. Des millions de travailleurs dans les régions les plus ouvrières, les villes populaires et même les banlieues naguère rouges de Seine-Saint-Denis ont voté RN en voulant exprimer leur colère et leur rejet des politiciens qui se sont discrédités au pouvoir. Alors, même si le RN n'arrive pas au pouvoir cette fois-ci, il ne

faut surtout pas croire que le danger qu'il représente soit écarté, avec tout ce qu'il contient d'instrumentalisation et d'empoisonnement des consciences.

C'est d'autant plus vrai que ces élections ont vu encore une fois les partis de gauche appeler à voter pour des ennemis avérés des travailleurs comme Borne. Cela ne peut que renforcer l'audience du RN ainsi transformé en paria et renforcer son image de parti « anti-système ».

Lutter contre l'extrême droite, cela commencerait par faire reculer ses idées dans les consciences populaires. Et évidemment cela ne peut se résumer à des tripatouillages électoraux. C'est avant tout un combat pour faire exister d'autres

perspectives politiques et sociales que les idées venimeuses du RN contre les travailleurs immigrés et pour la « préférence nationale » avec la division qu'il sème entre les travailleurs.

Convaincre des travailleurs de se détourner du RN implique de défendre de véritables idées de combat contre les seuls vrais responsables des malheurs des classes populaires : les capitalistes. Il faut défendre les idées de lutte de classe, et faire renaître la conscience que seules les luttes des travailleurs, unis quelles que soient leur nationalité, leur couleur de peau et même leurs opinions politiques, peuvent aboutir à des augmentations de salaires, à des emplois et surtout à en finir avec un système capitaliste qui mène l'humanité à la catastrophe.

Marion Ajar

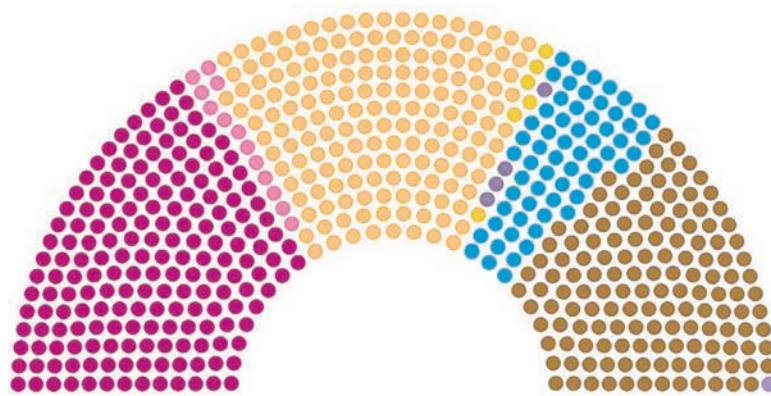


43 annuités pour toucher une retraite complète.

Au-delà des calculs électoraux, le pire du prétendu « front républicain » est la confusion et l'illusion électorale qu'il propage. Vouloir faire croire qu'il existe des points communs, voire des « valeurs communes », entre les travailleurs et leurs ennemis politiques tant qu'ils affirment faire partie du même « arc républicain » est un sacré mensonge. Le Ciotti républicain était le même que le Ciotti qui vient de se faire l'allié de Le Pen. Seule sa vision du chemin vers la mangeoire a changé, et bien sûr pas ses convictions !

Pour les travailleurs, rien ne peut justifier de donner sa voix à un politicien antiouvrier prêt à s'en prendre aux conditions de travail et de vie des catégories populaires.

Julien Bisson



Centre (6) LR (45) Régionalistes (4) NFP (182) Ensemble (168) Droite (15) RN (dont LR-RN) (143) Gauche (13) Divers (1) POKAA

Trois blocs politiques ? Non, deux classes sociales !

La division du Parlement en trois blocs politiques, du moins jusqu'à ce que des négociations aboutissent à une solution gouvernementale, masque plus la réalité qu'elle ne l'éclaire.

Ainsi, bien des travailleurs, des petites gens, des mères de famille ont voté RN en espérant que cela change. « Cela », c'est les bas salaires, les petites retraites, la hausse continue des prix, la précarité du travail, la dégradation des services publics, l'inquiétude de l'avenir et, par-dessus tout, le dégoût de Macron et de sa cohorte de menteurs méprisants. Aujourd'hui, dans ces couches populaires, ces sentiments se mélangent à des degrés variables avec les préjugés cultivés par l'extrême droite. Mais, au-delà des délires xénophobes aussi étouffants et dangereux qu'ils soient, il y a une colère sociale qui découle de l'écrasement de la population travailleuse par une minorité de capitalistes. La fonction du RN est de la détourner contre des ennemis inventés, pour l'instant à coups de bulletins de vote inoffensifs.

Le Pen et Bardella, renvoyés dans l'opposition, sont dans une position leur permettant de dire qu'il faut attendre les prochaines élections pour espérer un changement. Ils savent pertinemment qu'il n'y aura aucune amélioration pour les couches populaires avec eux, mais ça ne les empêche pas de dire à leurs électeurs, particulièrement à ceux dont les fins de mois

commencent le 10, qu'ils doivent patienter encore trois ans dans l'eau glacée en attendant que la marée monte suffisamment et les porte au pouvoir. En cela ils ressemblent à tous les politiciens bourgeois.

Quel que soit le futur gouvernement, de gauche, du centre ou d'ailleurs, il demandera aux travailleurs qui ont voté pour lui, et même aux autres, de patienter car « tout n'est pas possible tout de suite » et d'espérer en la bonne volonté des capitalistes. La vie est tout aussi difficile pour les ouvriers qui ont voté à gauche, pour ceux qui s'abstiennent, pour ceux qui n'ont pas le droit de vote que pour ceux qui ont voté RN. Devront-ils attendre le salut du nouveau gouvernement, du prochain ou de celui d'après ? Patienter et espérer que quelque gouvernement veuille bien prendre en considération les aspirations populaires, voilà à quoi conduisent le jeu électoral et les promesses brandies par les uns et les autres.

Mieux vaut en revenir à cette vérité simple : dans cette société il y a d'un côté les travailleurs et de l'autre les capitalistes aidés de multiples représentants politiques. Les premiers doivent se donner les moyens d'imposer leurs exigences aux seconds.

Paul Galois

La mystification du front républicain

Sous le prétexte d'un « front républicain », 130 candidats du Nouveau Front populaire (NFP), mais seulement 81 de la coalition présidentielle « Ensemble », se sont désistés au second tour pour laisser la place à un autre candidat arrivé deuxième face au RN.

Ces arrangements politiques ont certainement contribué à l'élection de députés de gauche, dont en priorité des députés du PS, plus que de LFI, mais ils ont surtout offert un sauvetage inespéré à des députés macronistes et des Républicains.

Ainsi Elisabeth Borne a été élue grâce au désistement d'un candidat de LFI qui a bien été obligé d'oublier la réforme des retraites et les multiples 49.3 de l'ancienne Première ministre. Gérald Darmanin, le principal artisan de la loi immigration directement inspirée du programme du RN, a aussi profité du désistement de la candidate LFI pour être réélu.

En revanche, dans le

Val-de-Marne, la députée LFI, Rachel Keke a été battue d'à peine 600 voix par le candidat LR qui s'est maintenu bien entendu et a obtenu 6 000 voix supplémentaires au second tour, venant forcément de l'extrême droite. Comme quoi pour ces politiciens, qui ne jurent que par le « front républicain », celui-ci est à géométrie variable en fonction de leurs aspirations et de leurs haines sociales. Et ces gens-là ont une conscience de classe suffisamment développée pour ne pas laisser gagner une ex-femme de ménage !

Le Nouveau Front populaire a aussi ramené dans ses bagages François Hollande, l'artisan quand il était président de la loi travail et du passage à

Montée du racisme : un poison à combattre

La simple perspective de la victoire électorale du RN a suffi à encourager les paroles, les comportements, voire les agressions racistes. Le sentiment d'être majoritaires dans le pays, la certitude d'être bientôt au pouvoir ont donné des ailes aux plus réactionnaires.

Il y a bien sûr les faits relevés par les médias, comme cet automobiliste qui fin juin à Thiais a renversé un chauffeur de bus scolaire après lui avoir déclaré : « J'en ai marre des gens comme vous, bougnoules et renois, moi je vote RN, je vais te tuer, je vais te massacrer, je vais vous éradiquer. » À cela s'ajoutent toutes les sales plaisanteries, les réflexions, les insultes qui se sont multipliées, que ce soit au travail ou dans la rue.

La gauche peut bien clai-ronner avoir fait barrage au RN, ses idées risquent de s'exprimer de plus en plus,

même s'il n'a pas une majorité d'élus au Parlement. Avant même les élections, de petits groupes d'apprentis fascistes se faisaient la main en agressant des immigrés réels ou supposés, des homosexuels, en attaquant des locaux associatifs voire des rassemblements politiques. L'aggravation de la crise peut leur apporter des troupes pour faire pire encore.

Face à ce danger la gauche ne sait qu'en appeler à « l'état de droit », au respect des « valeurs républicaines », et en dernier ressort à la police. Mais celle-ci

est gangrenée par les mêmes idées racistes, comme en attestent les contrôles au faciès et les assassinats de jeunes de banlieue pour délit de fuite. Attendre de la loi une protection contre le racisme et les idées réactionnaires est une illusion

dangereuse. Alors, plutôt que de subir individuellement et passivement cette montée du racisme, il est possible dès aujourd'hui de parler entre travailleurs, entre collègues, entre voisins des moyens de s'en défendre collectivement.



Chercher ensemble à ne pas se laisser faire, à ne pas laisser proférer d'insultes sans réagir, à ne pas laisser des voyous s'en prendre aux nôtres sous prétexte qu'ils n'ont pas la bonne couleur de peau ou la bonne religion, serait la meilleure manière de développer la solidarité entre travailleurs qui est le seul rempart, le seul vrai moyen de se défendre.

Il n'y a que l'organisation des travailleurs eux-mêmes, pour protéger leurs grèves, leurs manifestations, leurs quartiers, qui puisse faire reculer les nervis de l'extrême droite avec ou sans uniforme. La perspective peut sembler lointaine, mais elle risque pourtant de venir brutalement à l'ordre du jour. S'y préparer est dès aujourd'hui une question vitale.

Lucas Fara

Nouvelle-Calédonie : un vote anti-colonial

En Nouvelle-Calédonie, c'est un élu indépendantiste, Emmanuel Tjibaou, qui a été élu dans la seconde circonscription de l'archipel, une première depuis 1986.



Policiers en Nouvelle-Calédonie.

En 1986, le ministre Pasqua avait découpé les deux circonscriptions de l'archipel de façon à rendre les nationalistes minoritaires dans les deux. Ainsi, dans la première circonscription, les électeurs des îles Loyauté, qui votent indépendantiste à près de 100 %, sont noyés au sein de ceux de la capitale surnommée « Nouméa-la-blanche ». Dans la deuxième aussi, le camp anti-indépendantiste pouvait compter sur le poids des autres grandes villes comme Dumbéa, dans la banlieue de Nouméa. Mais ce qui a fonctionné pendant 40 ans ne fonctionne plus, notamment parce que le camp indépendantiste a rallié des électeurs originaires des communautés des îles d'Océanie et du Pacifique.

Au total, lors du deuxième tour et sur les deux circonscriptions, le camp nationaliste a recueilli plus de 83 000 voix, 10 000 de plus que le camp non-indépendantiste, le signe que la légitime révolte des Kanaks et des Océaniens démarrée au mois de mai n'a pas cessé et qu'ils sont loin d'être résignés. Ce résultat est d'autant plus significatif que, pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale, le corps électoral est complet, incluant tous les résidents de Nouvelle-Calédonie. Or la droite loyaliste, anti-indépendantiste, ne peut que relancer la bataille pour le dégel du corps électoral, suspendu par Macron le temps des législatives, et cela avant les prochaines élections locales prévues avant la fin de l'année.

L'élu kanak, Emmanuel Tjibaou, est le fils de Jean-Marie Tjibaou, un des fondateurs du FLNKS, partisan du compromis avec l'État français après la révolte kanak des années 1984-1988, signataire en ce sens des accords de Matignon en 1988 et assassiné en 1989 par Djubelly Wéa, un Kanak qui avait vécu ces accords comme une trahison.

En même temps l'État français continue de faire des prisonniers politiques. Un autre fils de Jean-Marie Tjibaou, Joël Tjibaou, fait partie des onze militants de la CCAT arrêtés en juin, et accusés d'être responsables des pillages et des émeutes. Joël Tjibaou a été écroué sur l'archipel pendant que Christian Tein, leader de la CCAT, et six autres, traités comme des terroristes pendant leur transfert vers

la métropole, ont été mis à l'isolement dans les prisons de Mulhouse, Dijon, Riom, Villefranche-sur-Saône. Le 5 juillet, seules Frédérique Muliava et Brenda Wanabo sont sorties de prison pour être placées sous contrôle judiciaire avec bracelet électronique et assignées à résidence pendant au moins six mois, mais en métropole, à 17 000 km de leur famille !

En Nouvelle-Calédonie,

les rassemblements ont été interdits le week-end des élections, le couvre-feu prolongé au moins jusqu'au 15 juillet. 3 500 militaires et policiers sont toujours mobilisés pour tenter de venir à bout de la révolte des Kanaks. Depuis le 13 mai, plus de 1 700 personnes ont été arrêtées sur cet archipel de 270 000 habitants. À bas la répression coloniale ! Libération de tous les prisonniers !

Serge Benham

Sécurité sociale : on soigne le patronat

La branche accidents du travail et maladies professionnelles (CAT-MP) de la Sécurité Sociale vient de se doter d'une nouvelle convention. Celle-ci prévoit que, d'ici 2028, 62 millions supplémentaires seront consacrés à la prévention et au contrôle.

Il paraît que cela représente une augmentation de 10 % « en moyens humains ». Mais cela reste bien insuffisant pour augmenter réellement les moyens de prévention des accidents et des maladies professionnelles et ceux permettant de contrôler les entreprises. D'autant que le nombre de travailleurs usés par les maladies professionnelles, gravement blessés dans des

accidents du travail ou qui y laissent la vie, progresse en même temps que la guerre sociale menée par le patronat se durcit.

N'importe quel travailleur exposé au bruit, aux conditions météorologiques extrêmes ou au port de charges lourdes, de l'ouvrier du bâtiment au salarié de la mise en rayon en supermarché, du travailleur sur chaîne à l'auxiliaire de vie, sait

que l'organisation et les rythmes de travail que sa direction lui impose sont bons pour les profits mais catastrophiques pour sa santé.

Une partie de l'augmentation du budget de la CAT-MP – on parle de 40 millions – est en réalité constituée d'aides directes aux entreprises. Celles qui s'engagent à améliorer l'ergonomie des postes de travail se partagent une enveloppe annuelle de 150 millions. Le patronat reçoit donc des aides pour lutter contre les accidents et maladies professionnelles, dont il crée justement les conditions !

Nadia Cantale

Grande-Bretagne : nouvelles têtes pour une même politique

En Grande-Bretagne, le Parti conservateur a perdu les élections législatives du 4 juillet au profit de son rival, le Parti travailliste. Les travailleurs n'ont cependant rien à attendre du nouveau premier ministre, Keir Starmer, qui ne jure que par la rigueur budgétaire et le respect de l'ordre établi.

Comme prévu par les sondages, le Parti conservateur, au pouvoir depuis quatorze ans, a subi un revers historique. Lui qui, lors des législatives précédentes fin 2019, avait obtenu une majorité absolue, perd 252 sièges pour n'en conserver que 121 – son pire résultat depuis près de deux siècles ! La plupart des ministres candidats ne sont pas réélus. Cette chute traduit un discrédit profond. Le Premier ministre conservateur Rishi Sunak n'ayant apporté aucune solution aux problèmes vitaux de la population, à savoir le coût de la vie et le délabrement des services publics, a payé pour ses prédécesseurs : Cameron et ses coupes dans la santé et l'éducation, Johnson et ses mensonges sur les bienfaits du Brexit, Truss et son aventurisme budgétaire...

Le rejet des Tories (conservateurs) est donc le facteur principal de la victoire du Labour (parti travailliste), en fait très relative. À la Chambre des communes,

qui compte 650 députés, les travaillistes passent certes de 202 à 412 députés, et dépassent nettement la majorité absolue. Le Labour a repris aux Tories l'essentiel des bastions du nord de l'Angleterre perdus en 2019, et aux nationalistes écossais du SNP nombre de circonscriptions urbaines. Mais s'il va occuper presque les deux tiers de l'assemblée, le Labour obtient tout juste le tiers des votes exprimés (34 %). Ce décalage résulte du mode de scrutin, uninominal à un tour qui octroie, dans chaque circonscription, le siège au candidat arrivé en tête, même s'il obtient un score bas ou à peine supérieur à celui de ses rivaux. Par rapport à 2019, le Labour ne progresse que de 1,6 point et perd même 600 000 électeurs. L'abstention, de 40 %, n'avait d'ailleurs jamais été aussi élevée à des législatives depuis 1885, 2001 excepté. Le vote pour les travaillistes a donc été surtout un choix par défaut.

Pendant les six semaines de campagne, Starmer a mis un point d'honneur à ne pas faire de promesses sociales, à ne pas susciter trop d'attentes chez les travailleurs et à apparaître comme un homme d'État respectable, sérieux, et favorable au monde des affaires. Réinvestir dans les services publics ? Oui, si la croissance le permet, avertit-il. Il ne reproche à la politique anti-migrants de Sunak que son coût et son inefficacité. Quant à ses prises de position sur la Palestine et l'Ukraine, elles sont celles d'un allié indéfectible de l'impérialisme américain. Dans la dernière semaine, cela lui a valu le soutien de 120 grands patrons dans le journal *The Times*, et même celui du quotidien *The Sun*, torchon réactionnaire s'il en est. Dire que les classes populaires n'ont pas grand-chose à attendre de Starmer est un euphémisme.

Au-delà de l'abstention, le mécontentement s'est exprimé par le vote pour de plus petits partis. Les conservateurs perdent des voix au centre, au profit des libéraux démocrates qui, avec 12 % des voix, passent de 8 à 71 sièges, et surtout sur leur droite, au profit de Reform UK, parti



Le programme de Starmer : changez, votez Labour.

xénophobe héritier de UKIP et du Brexit Party. Avec 14 % des voix, celui-ci aura cinq députés, dont son leader le démagogue Nigel Farage, qui rêve de supplanter les Tories comme principale opposition au Labour. Cette percée est inquiétante pour les travailleurs, car elle s'appuie sur une propagande nauséabonde, qui accuse les étrangers de tous les maux. Ce discours qui divise la classe ouvrière a rencontré un écho dans certaines des circonscriptions les plus pauvres du pays. Et comme Starmer n'a pas plus de solutions que Sunak face à la montée de la pauvreté et des inégalités, Reform UK espère récolter les fruits de son discrédit à venir.

Comme tout politicien bourgeois qui se respecte, Starmer a proclamé le 5 juillet : « Le changement commence aujourd'hui. » Mais si son gouvernement est composé de ministres aux origines sociales plus modestes que la clique précédente, sa politique n'en sera pas moins dictée par les intérêts des riches. Derrière la valse des dirigeants politiques, il y a des capitalistes, bien déterminés à faire payer la crise au monde du travail, et prêts à l'entraîner dans la guerre si leurs profits en dépendent. Face à ces menaces, les travailleurs n'auront que leurs luttes collectives pour se défendre.

Thierry Hervé

Grèce : attaques à répétition

Le 1^{er} juillet est entrée en application une des mesures de la loi Georgiadis, loi travail à la grecque, adoptée fin 2023. Les patrons grecs pourront imposer aux travailleurs, sans préavis ni concertation, de travailler six jours sur sept.

Cette journée supplémentaire sera payée 40 % de plus ou 115 % s'il s'agit d'un jour férié.

Cela concerne les entreprises industrielles qui fonctionnent en continu et en équipes et parmi les autres, celles qui font face à « une augmentation exceptionnelle et imprévisible de la charge de travail ». Quant aux secteurs du tourisme et de la restauration, ils fonctionnent déjà en six jours, avec des conditions particulières.

Adonis Georgiadis, passé de l'extrême droite à la Nouvelle Démocratie, est devenu le ministre du Développement et de l'Investissement. Sous prétexte de

lutter contre le travail au noir, le gouvernement Mitsotakis a déjà légalisé la possibilité de combiner un travail à temps plein et un autre à temps partiel prétendant rendre ainsi « les relations de travail plus honnêtes ». Cette « honnêteté » revenait à légaliser la surexploitation des salariés, la seule limite étant le respect de l'obligation de onze heures de repos par jour, permettant donc de travailler les treize autres. Quant aux retraités, pendant l'été 2023, le gouvernement leur permettait de travailler sept ans de plus, soit jusqu'à 74 ans !

L'institut européen de la statistique, Eurostat, a

révélé en 2023 que la durée moyenne du travail en Grèce, 39,8 heures par semaine, est la plus élevée de l'Union européenne. Le salaire minimum n'atteint que 830 euros brut, 700 euros net, soit rien qui permette de se loger et de se nourrir correctement vu la hausse des prix. Mais l'offensive du gouvernement vise à faire accepter aux travailleurs n'importe quelles conditions de salaire ou de travail, pour payer une dette qui n'est pas la leur.

Selon le ministre de l'Économie et ses commanditaires, les banquiers internationaux, il paraît que la Grèce est « l'agréable surprise de l'économie européenne ». À force de mépris des travailleurs et d'austérité contre la population, la « surprise » ne restera peut-être pas si longtemps agréable aux capitalistes.

Sylvie Maréchal



Manifestation contre la loi travail en Grèce, le 21 septembre 2023.

Palestine-Israël : guerre et colonisation

Samedi 6 juillet, les manifestations pour dénoncer la coalition d'extrême droite de Netanyahu ont connu un record d'influence : plus de 170 000 à Tel-Aviv et des dizaines de milliers à Jérusalem.

Ces manifestants dénonçaient non seulement le mépris de Netanyahu pour la vie des otages mais certains disaient aussi clairement : « Assez de cette guerre, pas en notre nom. » Une minorité regroupant Arabes et Juifs dans ce qui est appelé le bloc anti-colonisation proclamait : « Pas de paix et de sécurité pour les Israéliens sans justice et fin de l'oppression pour les Palestiniens. »

L'État d'Israël poursuit la guerre contre le peuple palestinien avec son lot quotidien de barbarie. Le 6 juillet, une école de l'ONU à Gaza a été la cible de bombardements israéliens pour la deuxième fois en un mois, faisant au moins seize morts. Le bâtiment offrait un abri précaire à des centaines d'enfants.

Écoles et hôpitaux, femmes, enfants, personnel

soignant ou de l'UNRWA, journalistes, camps de réfugiés comme celui de Nuseirat... tous sont pris pour cibles. Les responsables de l'ONU le redisent : « Il n'y a plus aucun endroit, plus aucun mètre carré sûr dans la bande de Gaza. »

La poursuite de la tuerie vise aussi à masquer l'incapacité de Netanyahu et de l'État d'Israël à remporter leur sale guerre. Malgré le massacre de dizaines de milliers de Palestiniens et la destruction de Gaza, Netanyahu est incapable de présenter à la population israélienne le moindre bilan. Le Hamas continue à lancer des roquettes sur le territoire israélien et les otages sont toujours détenus. Alors que l'état-major avait prétendu avoir totalement démantelé le Hamas dans le nord de l'enclave, les violents combats



Manifestation contre Netanyahu à Tel-Aviv, le 6 juillet.

qui viennent d'y reprendre montrent qu'il n'en est rien.

Du côté de la Cisjordanie, l'État d'Israël ne cesse d'intensifier sa politique de colonisation. L'organisation israélienne La Paix maintenant a dénoncé dans un communiqué la légalisation de la saisie de 1 270 hectares dans la vallée du Jourdain, destinés à l'implantation de nouvelles colonies juives,

un record depuis les accords d'Oslo de 1993. Ces saisies s'accompagnent d'exactions de la part des colons et de l'armée israélienne comme le montre une vidéo d'un Palestinien attaché au capot d'une jeep militaire israélienne.

À la frontière libanaise, l'aviation et l'artillerie israéliennes se livrent quotidiennement à des bombardements

de villages libanais, auxquels le Hezbollah réplique par des tirs de roquettes.

Fort du soutien des puissances impérialistes, les dirigeants israéliens peuvent poursuivre le massacre du peuple palestinien et menacer d'entraîner l'ensemble du Moyen-Orient dans une escalade guerrière.

Christian Chavaux

Otan : un sommet pour préparer la guerre

Un sommet de l'Otan se tient à Washington du 9 au 11 juillet à l'occasion du 75^e anniversaire de cette alliance militaire que les États-Unis ont bâti pour assurer leur domination mondiale. Il s'agit aussi de coordonner la montée en puissance des armées des 32 pays membres.

L'hypothétique admission de l'Ukraine à l'OTAN a été abordée mais sans aucun engagement. Les puissances impérialistes, États-Unis en tête, veulent garder la maîtrise de leur degré de confrontation avec la Russie.

Si elles se contentent aujourd'hui de faire la guerre à la Russie par l'Ukraine interposée, ces grandes puissances se préparent aussi à une guerre plus large qui impliquerait leur participation directe. La plupart des pays de l'Otan consacrent à présent 2 % de leur PIB à leur armée. Cet objectif avait été fixé à l'époque où les États-Unis désignaient le « terrorisme » comme leur ennemi principal. Aujourd'hui, l'entourage de Biden souligne que puisque la Russie est en ligne de mire, les dépenses militaires doivent encore augmenter.

Ces moyens croissants pour préparer la guerre de

demain convergent en Europe de l'Est face à la Russie. Depuis le début de la guerre en Ukraine en 2022, les forces américaines en Pologne ont doublé. Le 5^e corps de l'US army s'est installé à Poznan et commande les 100 000 soldats américains en Europe.

L'Estonie, qui est en train de construire 600 bunkers à sa frontière avec la Russie, agrandit la seule base aérienne du pays pour y accueillir des F-35 que les Pays-Bas ont acheté aux États-Unis. Non loin, la 101^e division aéroportée américaine, qui n'était pour ainsi dire pas revenue en Europe depuis 1945, a déployé des parachutistes.

En Roumanie, c'est l'armée française qui est à la manœuvre et coordonne les troupes de l'Otan. Dans les Carpates, une base est en construction : elle abritera 1 500 soldats, principalement

français mais aussi belges et luxembourgeois et en hébergera 2 000 d'ici la fin de l'année. Parallèlement, l'armée américaine construit ses propres installations au bord de la mer Noire qui promettent d'être aussi vastes que sa principale base en Europe, à Ramstein en Allemagne, où sont stationnés 10 000 soldats.

Pour assurer la logistique, la Commission européenne a débloqué cette année plus de 800 millions d'euros pour financer une quarantaine de projets de « mobilité militaire », surtout ferroviaire.

Ces moyens humains, financiers, logistiques sont refusés aux populations dès qu'il s'agit de leurs besoins

de santé, d'éducation, et même d'alimentation pour les couches les plus pauvres. Les gouvernements et les états-majors des grandes puissances les réservent à la préparation d'une catastrophe guerrière, à laquelle le système capitaliste voue régulièrement l'humanité.

Lucien Déroit

Panama papers : fraudeurs mais pas coupables

Le procès au Panama des responsables du cabinet d'avocat d'affaires Mossack Fonseca, acteur d'un vaste réseau mondial d'évasion fiscale, vient d'aboutir à une relaxe générale.

En 2016, un consortium de journalistes avait analysé 11,5 millions de documents fiscaux issus de ce cabinet d'avocats panaméens. Des chefs d'État et des responsables politiques de premier plan, ou leurs proches, ainsi que de grandes familles bourgeoises des cinq continents, avaient utilisé les services de ce cabinet pour mettre

une partie de leur fortune à l'abri de l'impôt en la faisant transiter par le paradis fiscal du Panama. La révélation de ces « Panama papers » avait fait grand bruit.

Devant l'étalage au grand jour de pratiques d'évasion fiscale très courantes au sein de la bourgeoisie, mais habituellement cachées, les dirigeants des pays du G-20

avaient fait mine de s'en émouvoir.

Huit ans plus tard, la décision du tribunal panaméen rassure le petit monde des grandes fortunes. Les dirigeants du cabinet d'avocat et leurs complices en blanchiment d'argent ne risquent plus rien. La publication des Panama papers n'aura été qu'un accident de parcours. Les fortunes des grands bourgeois peuvent même reprendre le chemin du Panama.

L. D.

Mayotte : les politiciens promettent, les travailleurs s'organisent

La campagne pour les élections législatives a été marquée par un défilé de politiciens qui promettaient, une fois élus, de régler tous les problèmes.

Mais les travailleurs ne les ont pas attendus pour se faire entendre. Ces dernières semaines, dans différents services publics de Mayotte, ils ont fait grève, débrayé ou exercé leur droit de retrait.

À France Travail, le 18 juin, les salariés arrêtaient le travail pour dénoncer le sous-effectif et demander que leurs collègues en CDD, qui représentent plus de la moitié de l'équipe, ne soient pas mis à la porte au bout de leur contrat. Après une semaine de débrayages, ils ont obtenu l'embauche de deux agents supplémentaires en CDI. C'est le minimum dans ce département où, selon les chiffres officiels, plus de 30 % de la population est au chômage.

Les agents de la STM, qui transportent des milliers de passagers sur les barges entre Petite-Terre et Grande-Terre, se sont mis en droit de retrait le 2 juillet dernier. Ils dénonçaient les mauvaises conditions de travail, notamment l'insalubrité des locaux où ils passent leurs astreintes et le non-paiement d'heures supplémentaires. Ils mettaient aussi en avant le danger pour les passagers, car les barges sont dans un tel état qu'elles n'ont pas obtenu de permis de naviguer depuis plusieurs années, ce que la direction reconnaît. Le travail a repris après l'annonce de négociations, mais les travailleurs restent vigilants.

À La Poste, les agents se sont mis en grève à partir du 26 juin. Ils dénoncent la situation catastrophique de sept postiers partis en retraite il y a près de deux ans, qui ne touchent aucune pension, à cause de problèmes administratifs. Vu le coût de la vie, l'alimentation étant 30 % plus chère qu'en France, les travailleurs demandent aussi une prime de vie chère de 150 euros par mois, qui existe déjà dans les autres territoires d'Outre-mer. La direction veut repousser la discussion au mois d'octobre, mais comme le disait un des grévistes sur le piquet à Kaweni : « *Non, nous on a faim maintenant* » ! Alors ils tiennent bon et la grève a continué.

Pour les embauches, pour les salaires et les conditions de travail, il faudra imposer que l'État mette les moyens,

quitte à prendre l'argent là où il s'entasse : dans les coffres-forts de la grande bourgeoisie. Il est sûr que pour cela, les travailleurs ne pourront compter ni sur Estelle Youssouffa ni sur Ancha Bamana, tout juste élues députées de l'île, des politiciennes qui préfèrent faire des immigrés les boucs

émissaires en dédouanant les capitalistes français.

Les travailleurs ne pourront compter que sur eux-mêmes, et ont même commencé à le faire. Et ils seront d'autant plus forts avec la conscience d'appartenir tous à une seule et même classe, Français comme immigrés.

Tania Lemel

L'épidémie de choléra s'étend

Plus de 210 personnes ont été touchées par le choléra à Mayotte depuis fin avril et officiellement deux sont décédées, même si les chiffres sont sans doute plus élevés. Le ministre de la Santé prétendait début mai que « tout était sous contrôle », mais il n'en est rien.

Il ne peut en être autrement tant que des dizaines de milliers d'habitants des bidonvilles n'ont toujours aucun accès à des sanitaires et à une eau propre. À peine la moitié des rampes d'eau promises au mois de mai ont été installées. L'État a fait preuve comme toujours d'un réel mépris pour le sort des plus pauvres. Après avoir prétendu que la vaccination massive n'était pas utile, voilà que l'ARS prévoit une campagne de vaccination de 40 000 personnes. Pourquoi un tel changement ?

Parce que l'État n'avait tout simplement pas les doses auparavant. Comme avec les masques pendant le Covid, les dirigeants ont menti, en prétendant que le vaccin n'était pas si important, pour couvrir la situation de pénurie !

S'il y a une telle pénurie de vaccins contre le choléra, c'est d'une part parce que cette maladie liée à la pauvreté se développe à mesure que la misère se répand dans le monde. Mais, d'autre part, c'est parce qu'un trust pharmaceutique comme Sanofi, riche à milliards, a décidé de ne plus produire ce vaccin, pas assez rentable à ses yeux. C'est bien la rapacité des capitalistes qui tue, et l'extension de l'épidémie en est un de ses sous-produits.

T. L.



Grévistes de La Poste à Kaweni, le 26 juin.

Guyane : black-out au pays de la fusée Ariane

Samedi 30 juin au soir, la commune de Saint-Georges de l'Oyapock s'est retrouvée coupée du reste de la Guyane en raison d'un black-out électrique général qui a duré plus de 48 heures.

Cette commune, située le long du fleuve frontalier avec le Brésil, se trouve à 189 km de Cayenne. Le black-out a entraîné la panne de l'usine de traitement des eaux, qui a privé d'eau potable ses 4 105 habitants. Des habitants et des commerçants qui n'ont pu que subir ce énième aléa électrique et constater la perte de leurs aliments, conséquence d'appareils frigorifiques non alimentés. Le boulanger se trouvait dans

l'incapacité de fabriquer du pain.

Certains habitants de Saint-Georges ont décidé de traverser le fleuve pour aller dormir au frais, à l'hôtel à Oiapoque ou dans leur famille côté Brésil. Il faisait particulièrement chaud ce week-end-là en Guyane, ce qui a obligé le maire à fermer les écoles jusqu'à la fin de l'année scolaire. Tous les services municipaux ont été paralysés et le maire a même ordonné de ne pas

allumer les ordinateurs des services municipaux pour ne pas créer de surtensions sur le réseau ; le rectorat a fermé les collèges et le lycée de la ville, sauf pour les épreuves du brevet maintenues lundi 1^{er} et mardi 2 juillet.

Au départ, deux pannes simultanées sont à l'origine de ce black-out selon EDF, dont une quinzaine de techniciens se sont rendus sur place tout le week-end. Mais, le 2 juillet, on apprenait qu'un problème dans le réseau d'alimentation de la ville en était la cause principale. Or ce n'est pas la première fois

qu'une telle panne survient à Saint-Georges. Il y a deux ans, suite à un problème similaire, EDF avait promis de faire le nécessaire pour que cela ne se renouvelle pas... Promesse non tenue, manifestement.

Au soir du 2 juillet, le courant est revenu. Mais le lendemain les coupures étaient encore nombreuses, et surtout les habitants n'ont eu de l'eau potable que le soir.

Cette situation fragile n'a pas empêché les deux candidats favoris des législatives, Davy Rimane et Jean-Victor Castor qui ont été élus depuis, de jouer « les sauveurs » en expliquant que

leurs coups de fil en haut lieu avaient permis d'alerter les autorités et de mettre sur pied « une cellule de crise ». Il ne manquait que la création d'un numéro vert et on aurait eu la panoplie de tous les boniments habituels... Mais ce n'est pas cela qui fera qu'EDF tienne ses promesses.

Rien n'est réglé, et d'autres coupures interviendront tant que la population ne mettra pas directement la pression sur EDF et l'État pour exiger que les mêmes moyens soient mis en Guyane pour la fusée Ariane et pour les habitants.

Correspondant LO

Pizzas Buitoni contaminées : la justice se hâte avec lenteur

La contamination provoquée en 2022 par la bactérie *Escherichia coli* des pizzas de la gamme Fraîch'Up produites dans l'usine Buitoni de Caudry, dans le Nord, ne vient en justice qu'aujourd'hui.



Déchets alimentaires dans l'usine de Caudry.

La contamination avait entraîné une soixantaine de cas d'insuffisance rénale chez des enfants et deux décès. Cette usine appartenait au géant de l'agroalimentaire Nestlé, qui s'est illustré dans d'autres cas de contamination sur des gammes de pizzas produites au même endroit ou en Italie.

En toute connaissance de cause, Nestlé n'a rappelé que les pizzas Fraîch'Up tout en poursuivant la production des autres produits qui ne valaient guère mieux.

La direction a délibérément cherché à dissimuler ses pratiques et leurs

conséquences. Il a fallu les dépôts de plainte des familles et l'hospitalisation des victimes pour découvrir, notamment au travers des témoignages des salariés, comment Nestlé mettait en danger les consommateurs, et surtout les enfants.

Le scandale rendu public, l'entreprise a tenté d'étouffer l'affaire en faisant signer aux familles des victimes un accord d'indemnisation. Elle s'est aussi débarrassée de l'usine de Caudry, laissant au moins 90 salariés sur le carreau.

Dans cette affaire, le groupe capitaliste a bénéficié de la complicité de

l'État. L'information judiciaire pour homicide involontaire, blessures involontaires, mise sur le marché d'un produit dangereux pour la santé et mise en danger d'autrui a été ouverte en mai 2022. Elle n'aboutit que maintenant, deux ans après, à une mise en examen.

On est très loin des procédures de comparution immédiate qui frappent les voleurs de poule ou les participants aux manifestations. Et on est encore plus loin d'une condamnation, Nestlé ayant les moyens de la repousser le temps que l'affaire se tasse.

Hervé Cheylar

Crise : un système de plus en plus défaillant

La presse économique s'alarme de l'augmentation du nombre des défaillances d'entreprises. Cette hausse qui illustre la poursuite et l'aggravation de la crise de l'économie.

Une entreprise en défaillance n'arrive plus à payer ses dettes et ses factures, ce qui entraîne le plus souvent sa fermeture.

Selon le Conseil national des administrateurs et des mandataires judiciaires, cité par le quotidien *Les Échos*, « sur les six premiers mois de l'année, le nombre global de défauts a bondi de 18 % par rapport à la même période de 2023 » et « 102 500 emplois se retrouvent menacés. »

C'est le cas de Caddie et Duralex, récemment mis en liquidation, mais le phénomène touche principalement de toutes petites entreprises, dans les secteurs du commerce, de la construction et des transports.

Ces défaillances pourraient atteindre un niveau record sur l'ensemble de l'année 2024. Elles ont des causes en partie conjoncturelles notamment la fin des aides mises en place lors des

confinements – le fameux « quoi qu'il en coûte » – notamment des prêts garantis par l'État, qu'il faut maintenant rembourser, ainsi que la hausse des taux d'intérêt.

Les raisons sont aussi plus profondes, qui tiennent à la crise générale de l'économie capitaliste. Dans un contexte où la production et les marchés se restreignent, la guerre économique s'accroît, et elle profite aux entreprises les plus grosses. Celles-ci ont les moyens de s'imposer face à leurs concurrentes plus petites et sont les principales bénéficiaires des aides de l'État.



C'est pourquoi, tandis que les groupes du CAC 40 distribuent des dividendes record à leurs actionnaires, de plus en plus de petites entreprises mettent la clé sous la porte.

Cette guerre économique se mène en premier aux dépens des travailleurs, qui

sont licenciés, mais elle fait aussi des victimes parmi les petits patrons. Les mesures adoptées par les gouvernements pour faire face à tel ou tel épisode de la crise, comme lors du Covid, ne peuvent au mieux que retarder l'échec fatale.

Daniel Freund

Notre camarade René Brun

Notre camarade, René Brun, que nous appelions Volx, est décédé il y a quelques jours des suites de la maladie de Charcot. Il avait 85 ans.

C'est à l'aube de ses 17 ans que René se posa ses premières questions sur l'engagement politique : en février 1956, le socialiste Guy Mollet devenait Président du Conseil sur la promesse d'arrêter la guerre d'Algérie. Au lieu de l'arrêter, il l'intensifia en faisant voter au Parlement les « pouvoirs spéciaux » qui donnaient à l'armée en Algérie des pouvoirs de police étendus avec des

tribunaux militaires. Les 146 députés du Parti communiste votèrent cette loi qui fit passer les effectifs militaires en Algérie de 200 000 en février à 400 000 en juillet. La décision de Guy Mollet provoqua des vagues de protestations, de désertions, des blocages de convois d'appelés partant pour l'Algérie.

Cette même année 1956, les chars russes écrasèrent l'insurrection ouvrière

en Hongrie. Au même moment, les armées française, anglaise et israélienne lançaient une attaque sur l'Égypte de Nasser qui avait décrété la nationalisation du canal de Suez.

Alors dans la jeunesse, les interrogations étaient fortes ! S'engager ? Oui, mais pas au PS, bien sûr, et pas au PCF qui était disqualifié pour avoir voté les pouvoirs spéciaux. Ce fut pendant ses études à Dijon que René rencontra les militants d'un tout petit groupe : Voix Ouvrière, qui proclamait qu'il fallait

reconstruire un parti ouvrier communiste, débarrassé de sa caricature stalinienne.

René consacra dès lors sa vie à construire ce parti ouvrier révolutionnaire, à Dijon d'abord, puis à Roanne, Grenoble et Lyon où il s'installa finalement. Ces dernières années, même diminué par la maladie, il a continué à venir discuter avec les travailleurs devant les ateliers SNCF où il diffusait le bulletin *Lutte ouvrière*. Jusqu'au bout, il a tenu à affirmer son engagement,



comme lors du meeting de Nathalie Arthaud le 5 juin à Lyon.

René, notre camarade, notre ami, nous avons été nombreux à vouloir te donner un dernier salut, aux côtés de ta famille, pour ces valeurs d'humanité qui t'ont animé pendant toute ta vie.

Hôpital Saint-Antoine – Paris : une attaque qui ne passe pas

Par l'intermédiaire de l'encadrement, la direction de l'hôpital Saint-Antoine a organisé des réunions de services pour informer l'ensemble des soignants du fait que, dorénavant, ils seront tous à sa disposition et seront amenés à être déplacés au pied levé dans d'autres services que le leur, selon les besoins du moment.

La cerise sur le gâteau a été l'annonce récemment faite à l'équipe de la Suppléance, dont le rôle est justement de dépanner sur l'ensemble de l'hôpital : désormais, ses membres devront aller suppléer pendant quatre mois à l'hôpital Rothschild, un autre établissement du groupe hospitalier situé à deux kilomètres, ou bien accepter de travailler quatre mois d'affilée aux Urgences de Saint-Antoine.

Face à cette attaque qui, en déplaçant les soignants d'un service à l'autre, voire d'un hôpital à un autre, dégradera davantage encore leurs conditions de travail,

des travailleurs de Saint-Antoine ont réagi en faisant tourner une pétition. Initiée par la CGT, elle a récolté plus de 700 signatures en deux semaines. De jour comme de nuit, dans de nombreux services, des soignants se mobilisent pour récolter un maximum de signatures. Régulièrement les murs de l'hôpital et les ascenseurs se couvrent d'affiches dénonçant ce projet. Quant aux patients, ils ne sont pas en reste. Certains d'entre eux soutiennent la fronde des soignants qui résistent à cette politique de chaises musicales qui masque mal le problème de fond,

c'est-à-dire les suppressions de postes.

Bien décidés à amplifier la mobilisation et à convaincre le maximum de leurs collègues de s'y rallier, une petite équipe de soignants, soutenus par la CGT, milite également pour faire venir le plus de travailleurs possible aux rassemblements organisés à l'échelle de l'hôpital, et destinés à discuter et à s'organiser collectivement pour la suite. Le premier a réuni une soixantaine de soignants de nombreux services différents, qui se sont fixé l'objectif de tripler leur nombre lors du rassemblement suivant, prévu le 11 juillet. Ce jour-là, tous ensemble, les travailleurs s'inviteront à la direction pour déposer leur pétition et lui faire entendre que « *la mobilité de service, c'est NON, mais les embauches, c'est OUI!* ».

Correspondant LO

HNET – Paris : victoire pour les travailleurs sans papiers



Treize travailleurs sans papiers du groupe de nettoyage HNET, à Paris, étaient en grève depuis le 20 juin, avec le soutien de leur syndicat CNT. Ils revendiquaient leur reconnaissance par l'employeur, un processus de régularisation et l'amélioration des conditions de travail.

Certains travaillent sept jours sur sept, avec des contrats de travail à temps partiel illicites, ne comportant pas les mentions légales, notamment la répartition des horaires dans

la semaine ou le mois. Les heures supplémentaires ne sont pas forcément rémunérées et les frais d'essence pour les salariés se déplaçant en scooter ne sont pas pris en charge.

La patronne a commencé par barricader son siège avec des planches et a tenté d'intimider les grévistes en se servant des agents de sécurité. Le chien de l'un d'eux a même mordu un gréviste qui s'est retrouvé à l'hôpital. Tout en continuant à nier l'existence de travailleurs sans papiers,

la patronne a entamé des procédures de licenciement et tenu des propos racistes devant les journalistes.

Malgré toutes ces intimidations, un accord a finalement été conclu comprenant l'arrêt des procédures de licenciement, la remise des documents pour la régularisation et des attestations de concordance, la fixation d'une nouvelle négociation en septembre pour les contrats et les conditions de travail. La lutte et la solidarité ont fini par payer.

Correspondant LO

Gares d'Île-de-France : grève au ménage

Depuis le 1^{er} avril, le marché du nettoyage des gares de banlieue des lignes de transilien L, A et J, géré auparavant par l'entreprise USP, a été gagné par Challancin. Les travailleurs du secteur sont majoritairement restés et ont donc changé d'employeur.

Ce nouvel employeur a dégradé les conditions de travail de 87 salariés chargés de nettoyer les gares. Loin de l'accepter, la majorité s'est mise en grève depuis lundi 8 juillet. Les grévistes se sont regroupés à plus d'une trentaine en gare Saint-Lazare pour faire connaître leur mouvement aux cheminots, aux salariés des autres entreprises de ménage ainsi qu'aux voyageurs. Ils ont pu recevoir des gestes de soutien.

Les grévistes dénoncent le versement des salaires au 5 ou 6 du mois, au lieu du 1^{er} comme c'était le cas auparavant. De plus, la prime de panier repas n'est plus payée. En revanche, le paiement de la mutuelle obligatoire est bien prélevé sur leurs salaires, mais les travailleurs n'en bénéficient pas, ce qui les empêche de se soigner correctement.

Enfin, les grévistes dénoncent l'augmentation de la charge de travail et le comportement irrespectueux de la direction, qui refuse d'ailleurs de reconnaître les

délégués syndicaux élus en 2022. Pour refuser de reconnaître les délégués, Challancin utilise un argument fallacieux : les chantiers d'USP ayant été découpés en trois lots, l'entreprise n'aurait pas d'obligation légale vis-à-vis des délégués.

C'est une manipulation grossière. La division en lots, réalisée par la SNCF avec la complicité des pouvoirs politiques, n'est qu'une manière de diviser les travailleurs pour les affaiblir et tirer les conditions de travail vers le bas pour faire des économies... et augmenter les profits de ces entreprises.

La réponse unitaire des travailleurs de Challancin qui refusent de se laisser diviser et de voir leurs conditions de travail régresser est la seule qui vaille. Ils ne peuvent se faire respecter que s'ils se battent ensemble, au-delà des barrières de statuts, d'entreprises ou autres contre leurs ennemis communs : les patrons des entreprises sous-traitantes et des donneurs d'ordre.

Correspondant LO

Crédit Agricole : les agences ferment au nez de la population

Mardi 2 juillet, des habitants, commerçants, agriculteurs ont manifesté devant l'agence du Crédit Agricole de Labastide-Murat, dans le Lot, pour protester contre l'annonce de sa fermeture décidée pour le 1^{er} janvier 2025.

Comme l'a dit un agriculteur : « *Nous allons devoir faire une demi-heure de route pour nous rendre dans une agence bancaire. On oublie les personnes âgées. Ce n'est plus une banque de proximité. Aujourd'hui, ce n'est pas la mort du Crédit Agricole, c'est la mort de tous les commerces. En fait on méprise la population locale, tout se fait à ses dépens et dans l'intérêt des actionnaires.* »

Selon la CGT, six autres agences devraient fermer au 1^{er} janvier prochain dans le département du Lot. Cela n'empêche pas la banque de continuer son activité, et de s'enrichir au dépend des usagers.

La direction du Crédit Agricole a le culot de dire que son objectif est « *de continuer à délivrer à nos clients un service de qualité pour les accompagner le mieux possible. D'ici la fin de l'année ils seront informés du changement d'agence* » ! C'est montrer qu'elle prend les usagers pour des gogos. Il est vrai que la banque, bonne fille, déclare que les distributeurs de billets seront maintenus. Jusqu'à quand ?

Correspondant LO

Airbus : des milliards pour réarmer

L'Allemagne vient de commander à Airbus deux satellites militaires de communication, ainsi que les installations au sol correspondantes, pour la coquette somme de 2,1 milliards d'euros.

L'Allemagne s'équipe ainsi de systèmes équivalents à ceux de la France ou de la Grande-Bretagne. Tous les pays, à commencer par les plus riches, augmentent leur budget militaire et préparent activement les prochaines guerres de grande ampleur. Et le fait que chaque puissance de

l'Union européenne tienne à avoir son propre système en dit long sur la solidité de ladite union.

Au-delà des besoins exprimés par les galonnés de chaque état-major, il est aussi question pour chacun de soutenir ses capitalistes contre les concurrents des autres pays. Les fabricants

européens – Airbus, Thales – sont en difficulté face à leurs adversaires américains comme le SpaceX d'Elon Musk, cette manne est donc bienvenue.

En attendant, les milliards déversés dans les engins de mort manqueront pour les hôpitaux, les écoles ou les logements. Qu'à cela ne tienne, ils serviront à détruire ce qu'il en restera le moment venu.

Lucas Fara



AIRBUS

“Speak up” : balance ton collègue

La direction d'Airbus a mis en place un service téléphonique en ligne « Airbus OpenLine » qui serait « un moyen confidentiel pour poser des questions ou faire part de préoccupations ».

Ce lien internet envoie les travailleurs sur une messagerie où l'on peut signaler une situation qui mettrait en cause « les valeurs d'Airbus, la sécurité des produits, la qualité des produits, un harcèlement ou une discrimination, une atteinte à des règles internes ou externes, une situation constituant un risque pour les employés, les actifs de l'entreprise ou ses informations ».

Au prétexte « d'encourager une culture de la prise de parole » (speak up), il s'agit entre autres choses de dénoncer un collègue si l'on estime que son comportement est inapproprié. Et dans la liste de ces « comportements inappropriés » susceptibles d'être dénoncés, il y a aussi par exemple : téléphoner en marchant, ne pas se tenir à la rampe d'escalier, ne pas porter les équipements de

protection (gants, casque, lunettes, masque).

C'est dans le même es-

prit qu'au lycée professionnel d'Airbus, certains formateurs expliquent aux

élèves qu'il faudra dénoncer aux chefs tout ce qui ne serait pas conforme et qu'ils insistent pour éviter la communication entre collègues à ce sujet.

La direction se justifie en disant que ne pas utiliser ces possibilités de « prendre la parole », ce serait être... contre l'entreprise et donc contre ses collègues. Les travailleurs sont choqués par ce chantage fait pour les diviser : pas question de marcher dans cette combine grossière digne de l'époque pétainiste.

Correspondant LO



Le siège d'Airbus à Toulouse.

DDM M. VIALA

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal juillet 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Atlantique : l'autre cimetière de migrants

Le 4 juillet, les garde-côtes mauritaniens ont fait état du naufrage d'une pirogue sénégalaise transportant des migrants clandestins en route pour les îles Canaries. Il y a eu neuf rescapés, 89 corps ont été retrouvés, 72 au moins ont disparu.

Les îles Canaries, territoire espagnol, sont une porte d'entrée possible en Europe pour des populations d'Afrique de l'ouest, alors que la crise économique, sociale et politique ravage leurs pays. Mais il y a, au départ du Sénégal ou de Gambie, 1 500 km de mer, soit au moins cinq jours de navigation sur des embarcations vétustes, surchargées, avec très peu d'eau et de vivres. Pourtant, poussés par la misère et l'espoir d'une vie meilleure, connaissant tous les risques, 40 000 personnes

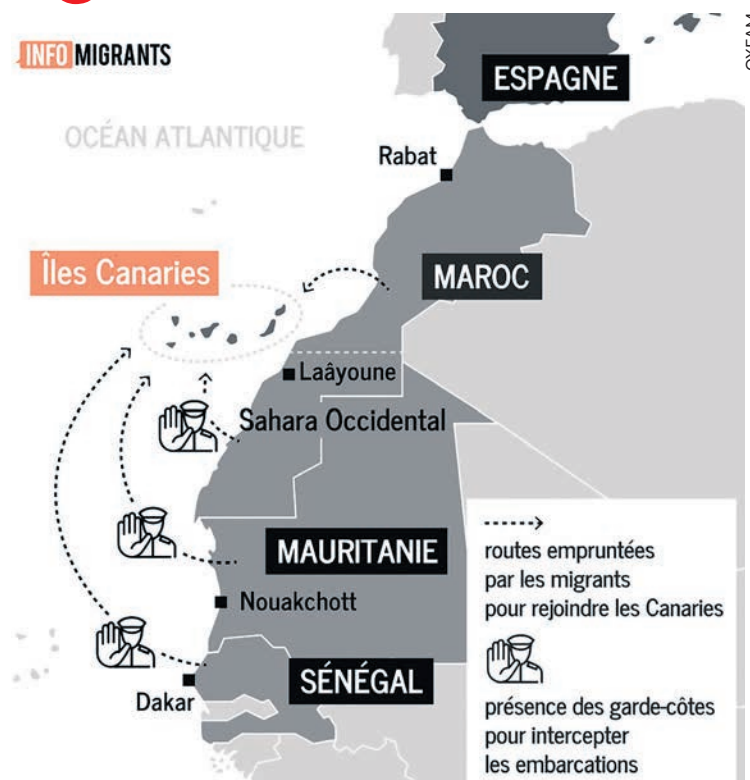
ont réussi la traversée en 2023. L'Office international des migrations (OIM) a recensé, cette même année, 953 périssés en mer. Les ONG parlent de cinq fois plus de victimes.

L'OIM ne dénombre en effet que les malheureux décédés à l'arrivée, jetés à la mer en cours de route ou victimes d'un chavirage recensé. Mais, pour éviter les navires des garde-côtes et l'avion de la patrouille Frontex, les migrants gagnent le large en espérant atteindre l'île située au sud-ouest de l'archipel. En cas

de panne de carburant ou d'avarie de moteur, le courant des Canaries, celui utilisé par Christophe Colomb pour traverser l'Atlantique, les déporte vers l'ouest, où il n'y a ni terre avant 4 500 km, ni route maritime, ni garde-côtes, ni surveillance aérienne. Ils dérivent alors sans espoir. Des bateaux fantômes, immatriculés au Sénégal et remplis de cadavres, s'échouent ainsi régulièrement de l'autre côté de l'océan, aux Caraïbes.

Cette horreur constitue, après le pillage, la déportation des esclaves, la colonisation puis l'échange inégal, le dernier bienfait que la civilisation du capital offre à l'Afrique de l'ouest.

Paul Galois



OXFAM



Lutte ouvrière à la rencontre des travailleurs

Pendant tout l'été, les militants de Lutte ouvrière vont sillonner le pays pour aller à la rencontre des travailleurs et discuter avec eux. Quel que soit le nouveau gouvernement, les travailleurs n'ont rien à attendre, ni de ceux qui ont déjà été au pouvoir ni de ceux qui espèrent y être. À quoi peuvent-ils s'attendre dans ce contexte? Comment construire le parti révolutionnaire dont la classe ouvrière a besoin pour changer radicalement la société? Venez en parler avec nos camarades!

Nord - Pas-de-Calais Oise

Jeu 11 juillet : Arras
Ven 12 juillet : Compiègne, Crépy-en-Valois
Sam 13 juillet : Compiègne, Noyon

Marne - Ardennes

Jeu 11 juillet : Charleville-Mézières
Ven 12 juillet : Sedan
Sam 13 juillet : Sedan, Charleville-Mézières

Yvelines - Eure

Jeu 11 juillet : Dreux
Ven 12 juillet : Chartres
Sam 13 juillet : Lucé, Mainvilliers

Pyrénées

Jeu 11 juillet : Tarbes
Ven 12 juillet : Tarbes
Sam 13 juillet : Pau

Savoie

Jeu 11 juillet : Albertville, Rumilly
Ven 12 juillet : Chambéry
Sam 13 juillet : Chambéry, Saint-Jean-de-Maurienne

Provence

Jeu 11 juillet : Alès
Ven 12 juillet : Nîmes
Sam 13 juillet : Arles

Bretagne

Jeu 11 juillet : Lanester
Ven 12 juillet : Vannes
Sam 13 juillet : Lorient

Allier - Puy-de-Dôme

Jeu 11 juillet : Riom
Ven 12 juillet : Cournon-d'Auvergne
Sam 13 juillet : Riom, Issoire, Clermont-Ferrand

Nord

Lun 15 juillet : Onnaing
Mar 16 juillet : Saint-Saulve
Mer 17 juillet : Bruay-sur-Escaut
Jeu 18 juillet : Denain
Ven 19 juillet : Maubeuge
Sam 20 juillet : Valenciennes

Champagne-sud

Lun 15 juillet : Saint-Dizier
Mar 16 juillet : Chaumont
Mer 17 juillet : Troyes

Jeu 18 juillet :

Vitry-le-François

Ven 19 juillet :

Bar-le-Duc

Sam 20 juillet :

Chaumont, Troyes

Normandie - Région de Rouen

Lun 15 juillet : Oissel, Saint-Étienne-du-Rouvray

Mar 16 juillet :

Sotteville-lès-Rouen

Mer 17 juillet : Cléon, agglomération d'Elbeuf

Jeu 18 juillet : Rouen

Ven 19 juillet :

agglomération de Rouen

Sam 20 juillet : Dieppe

Cher - Nièvre

Lun 15 juillet : Nevers

Mar 16 juillet : Moulin

Mer 17 juillet :

Bourges

Jeu 18 juillet : Bourges

Ven 19 juillet :

Issoudin

Sam 20 juillet : Vierzon

Région du Havre

Lun 15 juillet : Le Havre

Mar 16 juillet : Harfleur, Gonfreville-l'Orcher

Mer 17 juillet :

Lillebonne

Jeu 18 juillet : Fécamp



Ven 19 juillet : Bolbec

Sam 20 juillet :

Le Havre

Languedoc-Roussillon

Lun 15 juillet :

Perpignan

Mar 16 juillet :

Montpellier

Mer 17 juillet : Sète

Jeu 18 juillet :

Montpellier

Ven 19 juillet : Sète

Sam 20 juillet :

Perpignan

Bassin minier du Pas-de-Calais

Lun 15 juillet : Béthune

Mar 16 juillet : Lens

Mer 17 juillet : Liévin

Jeu 18 juillet : Avion

Ven 19 juillet :

Hénin-Beaumont

Sam 20 juillet : Douai

Alsace

Lun 15 juillet :

Schiltigheim

Mar 16 juillet :

Haguenau

Mer 17 juillet :

Strasbourg

Jeu 18 juillet : Mulhouse

Ven 19 juillet :

Colmar, Ensisheim

Sam 20 juillet :

Mulhouse